

Général Bruno Maigret
avec le colonel Amaury Colcombet

OPÉRATION POKER

Au cœur de la dissuasion nucléaire française

Préface d'Hubert Védrine

Tallandier

Les droits d'auteur de cet ouvrage sont intégralement
reversés à la Fondation des œuvres sociales de l'air (FOSA).

© Éditions Tallandier, 2021
48, rue du Faubourg-Montmartre – 75009 Paris
www.tallandier.com

ISBN : 979-10-210-4850-8

Si vis pacem, para arma

« Voilà l'intérêt des deux composantes, si je puis dire : une qui ne se voit pas et une autre qui se voit. »

*Discours du président de la République
François Hollande à Istres,
le 19 février 2015*

Préface

Ce livre que présente le général de corps aérien Bruno Maigret, commandant des Forces aériennes stratégiques, une des deux forces complémentaires qui assurent notre dissuasion, a pour ambition de faire comprendre au lecteur de 2021 la stratégie française de dissuasion. Il est d'autant plus opportun que la théorie et l'histoire des systèmes de dissuasion nucléaire, et les débats récurrents à leur sujet, sont peu, ou mal connus.

Pour éclairer cette réflexion, il faut remonter aux sources. La dissuasion est un concept qui s'est bâti à travers un débat transatlantique et les controverses plus larges dans lesquelles la France a joué un rôle particulier. Notre pays reste, dans le débat qui se poursuit aujourd'hui après les illusions de la « fin de l'histoire », le gardien du temple d'une dissuasion garante de paix.

L'ÉMERGENCE D'UN CONCEPT ROBUSTE...

Concernant la dissuasion, la France a toujours été, par choix et limitation de moyens, dans une position singulière

OPÉRATION POKER

et logique, *la dissuasion au niveau de stricte suffisance*. En revanche, il y a eu depuis plus de soixante-dix ans évolutions, voire dérives conceptuelles aux États-Unis et en URSS, puis en Russie. Les Britanniques, les Chinois, les Israéliens, les Indiens et les Pakistanais n'ont, quant à eux, pas élaboré de concepts particuliers.

Le concept de dissuasion existait depuis toujours : « *Si vis pacem, para bellum*. » Et Lyautey : « Montrer sa force pour ne pas avoir à s'en servir. » Mais le concept de dissuasion *nucléaire* n'a émergé que peu à peu. Après la mise au point de la bombe A par les Américains, grâce au projet Manhattan (avant les nazis, heureusement !), et son emploi à Hiroshima et Nagasaki, en août 1945, sur décision du président Truman pour mettre un terme à la guerre en Asie, le concept est resté un certain temps flou. La nature très particulière de l'arme nucléaire n'était pas vraiment comprise. Tant qu'ils en ont eu le monopole, c'était encore pour les stratèges américains une « super grosse bombe », certes à n'employer que dans des cas extrêmes. La IV^e République (Georges Bidault) sonda même Washington sur l'usage éventuel de la bombe atomique américaine dans la première guerre d'Indochine ! Truman proposa à l'ONU qu'elle soit interdite. C'était le plan Baruch que l'URSS, dès qu'elle maîtrisa à son tour la bombe A (en 1949), puis H, rejeta.

Des penseurs, à Washington et Moscou, théorisent alors qu'il s'agit plutôt d'une arme de menace, de « dissuasion » et non de frappe. Mais pour pouvoir dissuader, il faut pouvoir frapper !

PRÉFACE

D'où d'interminables controverses pendant quatre décennies, aux États-Unis, en URSS, puis entre ces deux superpuissances, sur « comment être sûr de dissuader », et donc de pouvoir frapper, malgré les systèmes défensifs qui se « perfectionnaient ». Au début, les bombes étaient lâchées par des avions bombardiers. Ensuite furent mis au point des missiles intercontinentaux sol-sol ICBM américains, puis soviétiques, ce qui traumatisa l'opinion américaine ; les têtes multiples ; le guidage terminal ; les missiles tirés de sous-marins indétectables, donc invulnérables. Justement : comment rester invulnérable ? Et comment garder une capacité de seconde frappe qui renforce l'invulnérabilité ?

Cela entraîna également des débats éthiques dont les Églises, inévitablement, se saisirent : n'était-ce pas horrible de devoir, pour garantir la paix, menacer des populations entières d'anéantissement ? Du coup, aux États-Unis, les systèmes militaro-industriels poussèrent à des « perfectionnements » dès que la miniaturisation et le guidage devinrent possibles, pour se faire commander et financer des nouveaux systèmes d'armes, sous prétexte de ne pas laisser l'adversaire prendre de l'avance (le pseudo-*missile gap* de la campagne de 1960). Beaucoup de responsables militaires sont longtemps restés réservés devant l'arme nucléaire : elle absorbe une partie importante des budgets militaires, ce sont les politiques qui décident, et finalement, le but est de dissuader, pas de s'en servir ! Il s'est donc trouvé, depuis une vingtaine d'années, des militaires américains, puis européens, pour plaider, au nom de la « modernisation », qu'il ne fallait pas exclure l'emploi

OPÉRATION POKER

comme arme du champ de bataille. Même dans certains livres blancs français, cette tentation perce. C'était, sans surprise, souvent l'avis de certains industriels. Je pense qu'il ne faut pas aller dans cette direction.

D'autres militaires ont poursuivi la réflexion sur la dissuasion, notamment en France, dans la ligne fixée par le général de Gaulle, avec l'aide conceptuelle de quelques généraux (Gallois, Beaufre). Ils s'en sont tenus à la vraie dissuasion (le terme « force de frappe » était impropre) assortie de la volonté de rester *en état* de dissuader, et non *en l'état*, comme le revendiquera, à la demande de l'URSS, le Parti communiste français à l'époque de l'Union de la gauche pour rendre obsolète la dissuasion, ce que François Mitterrand refusa.

Dans les années 1960, le général de Gaulle avait eu à résister conceptuellement aux États-Unis. Depuis qu'ils étaient devenus, à la fin des années 1950, à leur grande angoisse, vulnérables à la frappe de missiles soviétiques, ceux-ci voulaient, sans l'avouer, se protéger de tout engagement nucléaire automatique, malgré l'article 5 du traité de Washington, et donc imposer à l'OTAN la fameuse riposte graduée (la *flexible response*) présentée frauduleusement comme une assurance de couplage et d'engrenage protecteur.

Elle signifiait au contraire que, si l'Europe était vraiment attaquée par l'URSS, les États-Unis ne brandiraient pas d'emblée la menace de leurs missiles stratégiques, pour ne pas être immédiatement exposés, mais utiliseraient d'abord les armes nucléaires américaines à moyenne portée installées en Allemagne de l'Ouest, entraînant

PRÉFACE

la riposte que l'on imagine. C'était en fait un découplage États-Unis/Europe ! Le secrétaire à la Défense McNamara n'arriva à ses fins qu'après que de Gaulle se fut finalement retiré, en 1966, suite à huit ans de revendications vaines, des organes militaires intégrés de l'OTAN. Une fois la France sortie, la RFA ne put s'opposer à ce changement doctrinal. Pourtant, c'est à partir de là que, comprenant que les deux Allemagne seraient vitrifiées avant même que la vraie menace stratégique américaine soit brandie, les Allemands commencèrent à développer une phobie compréhensible du nucléaire militaire puis, longtemps avant les écologistes, du nucléaire en général. Contresens écologique complet !

Cette ambiguïté stratégique n'a jamais cessé de peser sourdement sur l'alliance depuis 1966 – il y a plus de cinquante ans ! Elle éclata en 1987 au G7 de Venise, seul G7 où ait eu lieu un vrai échange sur la stratégie nucléaire. Mme Thatcher y contestait vivement le projet de Reagan et de Gorbatchev de retirer les forces nucléaires intermédiaires, les FNI, d'Europe – ce qui aurait lieu plus tard. Paradoxalement elle s'accrochait à cette « riposte graduée », *ersatz* trompeur de dissuasion depuis vingt ans (devenu par un tour de passe-passe le symbole du « couplage »), habillage de la dérobade américaine, et cela bien avant Trump. François Mitterrand fit valoir au contraire que si l'Europe restait vitale pour les États-Unis, ils menaceraient l'URSS dès le début avec leurs armes stratégiques, ce qui dissuaderait toute attaque, et que, dans le cas inverse, ce n'est pas l'implantation d'armes nucléaires à moyenne portée en Allemagne de l'Ouest,

OPÉRATION POKER

comme des chèvres au piquet, qui les contraindrait. Mais beaucoup d'Européens confondent engagement américain et otages au sol.

Pendant toutes les années de négociations américano-soviétiques (d'Henry Kissinger à George Bush) et d'accords (ABM, SALT, START, FNI), la France, qui les approuvait, eut seulement à refuser d'être « prise en compte » dans le décompte des forces nucléaires occidentales, pour garder son autonomie. Et d'annoncer qu'elle se joindrait au mouvement de désarmement, le *moment venu*, quand, et quand seulement, les deux « superpuissances » de l'époque auraient substantiellement réduit leurs arsenaux.

Par la suite, dans les années 1990, les opinions occidentales, surtout européennes, ont commencé à penser que, l'URSS ayant disparu, il n'était plus nécessaire de « la dissuader » et qu'elles allaient pouvoir toucher – sans attendre – les « dividendes de la paix ». D'où une baisse, pendant plusieurs années, des budgets militaires. Au fur et à mesure que les menaces de guerre s'éloignaient et que tous les Européens croyaient vivre dans une heureuse « communauté » internationale, ils ont estimé de plus en plus affreux de devoir leur sécurité à la menace d'anéantissement des populations de potentiels pays agresseurs. D'autant que cela semblait ne pas s'appliquer au terrorisme islamique croissant, mais insaisissable et mouvant, qui ne fournissait pas, sauf l'éphémère califat, de cible fixe.

PRÉFACE

... MALGRÉ DES CONTROVERSES STRATÉGIQUES...

L'intérêt, la crédibilité, la légitimité des systèmes défensifs a été une des controverses les plus vives, et elle n'est pas achevée. Le long débat sur le « bouclier » a été en France moins véhément qu'ailleurs, mais il a quand même alimenté un certain trouble.

En 1972, les dirigeants américains et soviétiques, admettant que la paix entre eux était garantie par le maintien de la crédibilité de la dissuasion nucléaire mutuelle, *et donc paradoxalement par leur vulnérabilité mutuelle*, s'étaient interdit de développer des armes antimissiles, mis à part deux sites dans chaque pays. Ils avaient signé pour cela un audacieux traité antimissile balistique dit ABM. Mais dix ans après, en 1983, le président Reagan, qui croyait au bouclier, a au contraire lancé le programme SDI (dit « de la guerre des étoiles ») : un bouclier spatial composé d'une myriade de satellites capables de détruire, en quelques instants, avec des lasers, tout missile dangereux, d'où qu'il décolle. Rien de cela n'existait encore mais Reagan déclarait pourtant, sans attendre : « L'arme nucléaire immorale et dépassée. » Ces annonces ont terrorisé les Soviétiques, qui y ont cru. Les successeurs de Reagan ont régulièrement relancé ce projet, avec plus ou moins de conviction, pour satisfaire le complexe militaro-industriale-technologique, se prémunir contre toute mauvaise surprise, faire pression sur la Russie, l'Iran ou autre. Ce bouclier n'existe toujours pas vraiment (et ne sera jamais efficace à 100 %), mais a semé un doute sur l'avenir de la dissuasion nucléaire.

OPÉRATION POKER

D'autant que les États-Unis, en 2002, sous G. W. Bush, de façon irresponsable, ont démolie cette pierre de touche, en dénonçant le traité ABM pour avoir les mains libres.

Pendant la période qui va de la relance de l'Europe par Mitterrand et Kohl, en 1984, à l'échec du référendum de 2005, un certain nombre de personnalités françaises pro-européennes – mais jamais les milieux stratégiques – ont proposé, pour démontrer leur absence totale de nationalisme, d'« européaniser » la force française de dissuasion.

Certains ont parlé d'« élargir » la protection de la dissuasion française aux partenaires européens de la France, en commençant par l'Allemagne. À l'époque de François Mitterrand, nous répondîmes que pour évaluer la validité de cette proposition, il fallait se placer du point de vue de l'agresseur potentiel, et de lui seul, et non de celui de l'opinion. Et notre réponse était qu'il ne serait impressionné par ce genre d'annonce et dissuadé que lorsque les intérêts vitaux des pays de l'Union ne feraient en réalité plus qu'un. Cette observation reste valable. Au demeurant, jamais l'Allemagne, ni aucun autre pays de l'Union, ne l'a expressément demandé. Le parapluie américain plus lointain, pas sûr à 100 % mais peu contraignant, leur paraissait préférable. Et les Français eux-mêmes assumeraient-ils le risque vital de cette solidarité protectrice ?

D'autres sont allés plus loin en proposant de « partager » la décision de dissuader, La réponse a été qu'une dissuasion partagée (avec qui ? comment ?) ne dissuaderait plus. Ce n'est pas par mégalomanie mais parce qu'il avait intégré la nécessité d'un *dissuadeur* unique et crédible que

PRÉFACE

François Mitterrand avait déclaré, de façon gaullienne, en 1984 : « La dissuasion, c'est moi. » Cette évidence implacable s'impose à tout chef d'un État détenteur de l'arme nucléaire, ce qui n'est pas contradictoire avec la proposition du président Macron faite aux partenaires européens d'être « associés aux exercices des forces françaises de dissuasion », afin de développer « une véritable culture stratégique entre Européens ».

... ET DES APPELS ILLUSOIRES
À L'ABANDON DE L'ARME NUCLÉAIRE

Un certain nombre de milieux pacifistes, religieux, moralistes, d'anciens chefs militaires ou ministres de la Défense et, sans surprise, écologistes, militent dans divers pays, y compris aux États-Unis et en France, pour l'*abandon* de l'arme nucléaire, « afin de rendre le monde plus sûr ». C'est aussi le point de vue du pape François. C'est l'objet du TIAN, Traité sur l'interdiction des armes nucléaires, entré en vigueur depuis sa ratification par plus de cinquante États en octobre 2020, mais par aucune puissance nucléaire (elles considèrent qu'elles ne sont pas contraintes par ce traité qu'elles n'ont pas signé), qui prétend interdire de A à Z tout ce qui touche à l'arme nucléaire, et, en tout cas, la délégitimer.

D'autres anciens responsables (c'est mon cas) rétorquent au contraire qu'une stratégie qui garantit la paix n'est pas immorale et que le monde actuel ne serait pas plus sûr sans arme nucléaire, au contraire, et qu'il faut retourner

OPÉRATION POKER

la proposition. C'est en construisant un monde plus sûr que l'on pourra se passer à terme de l'arme nucléaire. Autre observation : un renoncement par la France seule ne serait pas perçu comme une avancée vers un monde meilleur et dénucléarisé mais comme une manifestation de l'affaiblissement de la France. Même remarque pour la Grande-Bretagne. Et cela n'aurait aucun effet d'entraînement sur les autres puissances nucléaires non européennes.

C'est plutôt la *réduction* des armements nucléaires qu'il faut impérativement relancer, dans le cadre du Traité de non-prolifération (TNP), d'abord par la négociation entre les États-Unis et la Russie (80 % des têtes nucléaires), avant que cela ne concerne la Chine et les autres. *Réduction* donc, avec l'objectif de « stricte suffisance », et non d'*abandon*. Beaucoup d'anciens grands responsables américains (Kissinger, Shultz, Nunn) sont sur cette ligne. C'est d'autant plus urgent que l'on s'achemine vers un monde sans contrôle des armements par abandon ou dénonciation des traités, ce qui est un vrai danger pour l'Europe.

En revanche, alors que dans les années 1960, on craignait qu'il y ait trente puissances nucléaires en l'an 2020, la prolifération nucléaire a été jusqu'ici relativement contenue : par le TNP, signé en 1968 (par la France et la Chine en 1992) ; par des pressions (Libye) ; des renoncements (Brésil, Afrique du Sud, Ukraine). Cependant, un signe inquiétant et nouveau est la déclaration récente de Tayyip Erdogan : « Je n'accepte pas qu'on nous interdise d'avoir la bombe » (alors que la Turquie est signataire du TNP).

PRÉFACE

Le monde actuel est « chaotique », selon les termes du secrétaire général de l'ONU, António Guterres, c'est-à-dire instable et imprévisible. L'Occident, y compris les Européens, et donc la France, est challengé par les émergents anciennement colonisés qui veulent leur revanche, les supplanter, et dont certains veulent « se venger ». Et les Européens ne savent toujours pas bien ce qu'ils veulent être face aux menaces vitales, dans vingt ou trente ans. Le refoulement des interrogations de fond au sein de l'OTAN traduit ces incertitudes et cette confusion. Le jeu d'Erdogan, qui pense qu'en tant qu'allié inexpulsable, il peut tout se permettre, a fait éclater des contradictions soigneusement camouflées. Les interrogations lancinantes longtemps refoulées sur la crédibilité ou non de la protection américaine dans et par l'OTAN, et les interrogations sur la zone géographique couverte par l'OTAN et le type de menaces que l'OTAN doit traiter sont anciennes, très antérieures à la période Trump. Mais elles sont maintenant si vives qu'elles ne peuvent plus être maintenues sous le boisseau.

Dans ces conditions et quel que soit l'avenir à long terme de l'OTAN (maintien, réforme, redressement, européanisation, affaiblissement, disparition), je suis convaincu que la France ne devrait abandonner aucun des atouts qu'elle a conservés, notamment la dissuasion nucléaire.

Cela a été dit très clairement par le président de la République Emmanuel Macron, dans son discours devant l'École de guerre le 7 février 2020 : « Garante de

OPÉRATION POKER

la maîtrise de son destin par notre nation, la dissuasion nucléaire s'adresse à toute menace étatique contre nos intérêts vitaux. Consistant dans la menace de dommages absolument inacceptables sur les centres de pouvoir, c'est-à-dire les centres névralgiques, politiques, économiques et militaires de l'adversaire, la dissuasion s'appuie sur deux forces complémentaires, qui sont capables, le cas échéant, d'exécuter un "avertissement nucléaire unique et non renouvelable" pour "rétablir la dissuasion". Ces forces seront maintenues au niveau de stricte suffisance nécessaire. »

Il faut préconiser cette approche pour toutes les autres puissances nucléaires ! Il faut aussi résister à la tentation insidieuse des charges anti-forces ultra-miniaturisées employables. La France doit réclamer fortement la relance des négociations de désarmement États-Unis-Russie concernant l'Europe, sans que la question chinoise soit un prétexte pour les éluder. Et accepter d'expliquer plus ouvertement sa stratégie aux Américains, et aux Européens, et d'en parler avec eux, mais sans aliéner en rien la liberté ultime du chef de l'État qui, dans ce domaine, doit rester absolue.

Les controverses sur l'emploi, les systèmes défensifs, la relance ou non avec la Russie, l'abandon du nucléaire ne vont plus cesser. Cela justifie d'autant plus un travail conceptuel permanent sur la dissuasion nucléaire au XXI^e siècle dans le cadre duquel s'inscrit cet ouvrage très important. Expliquer, partager la vision française de la dissuasion nucléaire, pour tout lecteur, français, européen, allié, rival, adversaire, voilà bien l'objectif fondamental

PRÉFACE

d'un tel livre. Il démontre l'ambition fondamentale de la dissuasion française : préserver la paix.

HUBERT VÉDRINE

Ancien collaborateur de François Mitterrand (1981-1995)

Ancien ministre des Affaires étrangères (1997-2002)

Introduction

L'ouvrage que le lecteur tient en main se veut un panorama sur la composante aéroportée permanente de la dissuasion nucléaire, dont j'ai l'honneur, après plus de trente années passées à servir l'armée de l'air, d'assumer le commandement. Voyage initiatique dans un monde souvent décrit comme opaque, il intéressera, je l'espère, aussi bien le simple citoyen désireux de mieux appréhender la doctrine nucléaire française et d'en saisir les tenants et aboutissants, que le décideur politique ou encore le militaire, marin, soldat ou aviateur appartenant ou non aux Forces aériennes stratégiques (FAS).

Un effort pédagogique m'est en effet apparu nécessaire en raison du constat que je fais de la méconnaissance qu'ont les Français de leur dissuasion et de sa composante* aéroportée permanente en particulier, méconnaissance très certainement due à une culture du secret trop ancrée. Ma propre expérience a bâti en moi une conviction

* Le mot « composante » renvoie aux forces armées mettant en œuvre la stratégie de dissuasion. Il existe deux composantes permanentes, la première, aéroportée (les Forces aériennes stratégiques, FAS), la seconde, océanique (la Force océanique stratégique, FOST).

OPÉRATION POKER

profonde, acquise au fur et à mesure de la fréquentation des arcanes de la politique de dissuasion, depuis les profondeurs du poste de commandement enterré de l'escadron de chasse « 2/4 La Fayette » aux sommets des préparations du Conseil des armements nucléaires auxquels j'accompagnais le chef d'état-major des armées en tant que chef de la division forces nucléaires, en passant par les opérations Poker – entre autres – vécues depuis le Centre des opérations des FAS ou ailleurs : la dissuasion est un atout exceptionnel pour notre pays, notre armée en général et notre armée de l'air en particulier.

On a souvent tendance à réduire la puissance nucléaire à une question de statut, en l'associant au siège de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies par exemple. Dans la réalité, et c'est ce que cet ouvrage tente d'illustrer et d'expliquer, la puissance nucléaire a des répercussions qui s'étendent dans de nombreux domaines de la vie de notre pays. En matière d'industrie, d'économie, de défense, de diplomatie et de politique, la dissuasion joue un rôle fondateur qu'il est nécessaire de bien comprendre pour pouvoir débattre du sujet : j'aime dire que la dissuasion est avant tout l'affaire d'une ambition nationale.

La dissuasion est aussi, et peut-être surtout, un legs des générations précédentes, et, à ce titre, une responsabilité. J'ai la conviction que seul un public informé et convaincu est à même de porter cet héritage avec le sens des responsabilités qui s'impose, dès lors que l'on parle de la stratégie de défense de la France. C'est l'un des buts de ce livre.

INTRODUCTION

Pour permettre à chacun de prendre conscience de cette ambition nationale et de cette responsabilité historique, cet essai expliquera d'où la dissuasion tire ses racines. Il plongera le lecteur dans les arcanes industriels et étatiques de cette politique en lui donnant à voir l'« équipe de France de la dissuasion ». Ensuite, une explication des codes de la doctrine nucléaire française fera comprendre la philosophie générale de la France en la matière. Cela conduira à proposer des éléments de réponse aux nécessaires questionnements éthiques que soulève le sujet. Après cette première partie sur la dissuasion nucléaire en général, le lecteur plongera dans la réalité des FAS. La question de la raison d'être de la composante aéroportée permanente sera, enfin, suivie d'une explication sur son principe de fonctionnement. Le lecteur sera alors « armé » pour comprendre le chapitre final, qui a donné son nom à l'ouvrage et qui est le récit de l'une des opérations majeures de la dissuasion. Elle se déroule régulièrement dans le ciel français, de nuit : pendant que les citoyens se reposent, des aviateurs veillent et se battent au-dessus de leurs têtes depuis 1964 pour assurer la sauvegarde des intérêts vitaux de la nation.

Souvent revient, dans le débat public, la légitime question de la pérennisation des deux composantes de la dissuasion, et en particulier, paradoxalement, de celle dont le coût est le plus faible en raison de la dualité de ses moyens – la composante aéroportée. L'armée de l'air a su préserver ce commandement si particulier, le faisant progresser continûment en termes d'efficacité opérationnelle au long de ses cinquante-cinq années d'existence.

OPÉRATION POKER

Cet essai se veut un témoignage, pour permettre à chacun, dans son rôle, d'apprécier le trésor inestimable, conservé parfois contre vents et marées par une poignée d'hommes et de femmes auxquels je veux rendre hommage, que représentent les Forces aériennes stratégiques.

Première partie

LA DISSUASION

CHAPITRE PREMIER

Une ambition et un héritage

La dissuasion nucléaire a eu, pour les Français, une signification différente en fonction de l'époque et du contexte dans lesquels elle s'inscrivait. Désir de sécurité et d'émancipation à ses débuts, elle est aujourd'hui un héritage, le gage de l'indépendance et une responsabilité. Elle est surtout l'expression d'une ambition nationale. Il était (et continue d'être), en effet, particulièrement ambitieux, pour une nation de la taille de la France, de chercher à se doter de l'ensemble des technologies et des moyens de mise en œuvre nécessaires à cette politique de dissuasion. Mais, au-delà des moyens, la dissuasion est surtout ambition en ce qu'elle révèle de la vision qu'a la France d'elle-même.

Avant donc d'entrer dans la description des Forces aériennes stratégiques, il est essentiel de décrire cette ambition, d'en définir les contours et les doctrines sous-jacentes qui déterminent la forme et l'essence des forces la mettant en œuvre.

Pour comprendre pourquoi la dissuasion est, par son sens même, liée à ce que représente la France aujourd'hui, il faut d'abord revenir à ses moments fondateurs.

OPÉRATION POKER

LE TRAUMATISME DE JUIN 1940

L'histoire de France est une succession de victoires et de défaites militaires, d'invasions et de conquêtes. Parmi ces convulsions, la défaite de juin 1940 tient une place particulière. En dépit des préparatifs, des efforts consentis, des précautions stratégiques et tactiques, l'armée française, qui, vingt-deux ans plus tôt avait prévalu sur le champ de bataille, se fait surprendre et écraser lors d'une guerre éclair. La ligne Maginot n'a pas rempli sa fonction. La flotte française, pourtant l'une des plus puissantes du monde, n'a pas eu l'effet dissuasif escompté. Les Allemands ont bâti l'effet de surprise sur leur capacité technique à franchir un obstacle jusque-là pensé comme insurmontable par des forces en nombre important – les Ardennes –, et sur la supériorité de leur matériel, notamment les engins blindés, mais aussi l'aviation. Certes, la défaite s'explique par les carences du commandement français, par une doctrine et une organisation inadaptees, par un état d'esprit national parfois défailant face à ses responsabilités historiques¹, par une dépendance sans doute trop importante envers la diplomatie d'apaisement d'autres pays, ou par la naïveté ou la lâcheté de certains décideurs. Il n'en demeure pas moins que ce qui produit la victoire allemande est avant tout une rupture tactique et technologique, qui permet aux stratèges d'outre-Rhin de bénéficier d'une surprise stratégique telle que leurs adversaires ne peuvent trouver de parade suffisamment efficace et rapide pour rétablir le front. Ainsi, au-delà du